

Les voix se multiplient en Haïti en faveur d'un gouvernement de transition



Port- au-Prince, 28 janvier, (AlterPresse, RHC)- Davantage de mouvements politiques et sociaux se prononcent pour l'instauration d'un gouvernement de transition en Haïti. Le Mouvement démocratique populaire (Modep) encourage les masses populaires à rester mobilisées.

L'organisation exige un gouvernement transitoire, démocratique et populaire, le départ du président Michel Martelly, le 7 février 2016 et le renvoi de la mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (Minustah) .

De son côté, le Mouvement pour l'indépendance culturelle, sociale, économique et politique en Haïti / Meksepa) appelle aussi à transformer la catastrophe électorale en opportunité, à travers la formation d'un gouvernement de transition.

Le Modep et le Meksepa dénoncent la mauvaise gestion du pays, durant les 5 dernières années par le gouvernement du parti *tèt kale*.

Plusieurs autres structures, dont l'Initiative Mouvement patriotique démocratique populaire (Mpdp), le Groupe des huit candidats (G-8) à la présidence - qui contestent les résultats des scrutins du 25 octobre 2015 - souhaitent la mise en place d'un gouvernement de transition pour une sortie de la crise.

Un ensemble de propositions de sortie de crise, issues de divers secteurs de l'opposition, sont déjà sur la table des négociations.

Pour leur part, les partisans du pouvoir se sont également mobilisés pour demander un deuxième tour des présidentielles dans le meilleur délai.

Pour sa part, le président, Michel Martelly a appelé divers secteurs à désigner de nouveaux membres au sein du Conseil électoral provisoire (Cep) suite à la démission de quatre des neuf membres du dit Conseil, ce qui a éveillé des critiques.

Le chef de l'Etat n'a plus les qualités pour replâtrer le Cep, estime Marie Frantz Joachim de la Solidarité des femmes Haïtiennes (Sofa), qui plaide en faveur d'un gouvernement de transition.

« La lettre de Martelly adressée à plusieurs secteurs constitue un acte de folie furieuse », a signalé à Alterpresse, Samuel Madistin, porte-parole du Groupe des huit (8) candidats à la présidence (G-8).

Le président de l'Association nationale des médias haïtiens (Anmh), Hérold Jean François, est en consultation avec d'autres acteurs du secteur en vue de formuler une réponse au chef de l'État, a-t-il signalé à AlterPresse.

Pour sa part, le coordonnateur de la Plateforme des organisations haïtiennes de défense des droits humains (Pohdh), Maxime Rony, dit vouloir analyser la conjoncture politique actuelle avant de donner une réponse.

Selon le sénateur Wesner Polycarpe, « le président Michel Martelly cherche à détruire les secteurs en les invitant à remplacer leurs représentants au Cep ».

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/82572-les-voix-se-multiplient-en-haiti-en-faveur-dun-gouvernement-de-transition>



Radio Habana Cuba